

Bulletin d'histoire politique

Dominique Marshall, Aux origines de l'État-providence, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998 / Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel, la santé publique au Québec. Histoire des unités sanitaires de comté 1926-1975, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998

Louise Bienvenue



Volume 7, numéro 1, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060303ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060303ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bienvenue, L. (1998). Compte rendu de [Dominique Marshall, *Aux origines de l'État-providence*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998 / Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel, *la santé publique au Québec. Histoire des unités sanitaires de comté 1926-1975*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998]. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 178–182. <https://doi.org/10.7202/1060303ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Dominique Marshall, *Aux origines de l'État-providence*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998.

Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel, *La santé publique au Québec. Histoire des unités sanitaires de comté 1926-1975*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998.

Plus que jamais, dans un contexte de remise en cause de l'État-providence, l'historicité de cette institution si caractéristique de la deuxième moitié du XX^e siècle apparaît-elle avec évidence. Promu au rang d'«objet historique», l'État-providence a suscité et suscite toujours un engouement particulier chez les chercheurs. Deux arrivages aux Presses de l'Université de Montréal éclairent, chacun à sa façon, certains pans de cette histoire complexe.

Avec *Aux origines sociales de l'État-providence*, l'historienne Dominique Marshall nous livre un ouvrage remarquable et original, fruit de ses recherches doctorales et post-doctorales. S'appuyant principalement sur des documents émanant des administrations publiques, Marshall entreprend l'étude d'un cortège de mesures législatives provinciales et fédérales qui annoncent le virage providentialiste dans la province de Québec. La loi de l'obligation scolaire (1943), la loi fédérale des allocations familiales (1944) ainsi que l'ensemble des lois sur le travail des enfants font l'objet d'une analyse approfondie à partir de laquelle l'auteure reconstitue la genèse de l'État-providence. L'accent est mis de façon volontaire sur le rôle des acteurs sociaux qui lui ont donné sa configuration particulière.

S'inspirant d'études récentes qui récusent les interprétations fonctionnalistes et marxistes, Marshall milite en effet pour une histoire moins mécanique de l'expansion de l'État dans laquelle les particularités nationales sont mises en relief. Selon ses propres termes, l'État-providence constitue «l'aboutissement de rencontres tiraillées entre de multiples groupes de la société plus large, d'influence inégale» (p. 13).

Les lois identifiées par Marshall comme étant à l'origine de l'État-providence ont la caractéristique commune de s'appuyer sur les droits des enfants. Du même souffle, elles contribuent à faire émerger socialement cette catégorie d'âge. Que l'accent soit ainsi mis sur l'enfance, l'auteure l'explique ainsi:

[...] les droits des enfants ayant offert une échappatoire aux gouvernements désireux d'éviter la question des droits économiques des adultes soulevée par les organisations ouvrières, ou celle des «droits ouvriers» formulée par les catholiques sociaux les plus radicaux. Il

n'en demeure pas moins que le projet de renforcer l'«égalité de départ» consistait dorénavant à réduire systématiquement les inégalités entre enfants et, pour ce faire, les inégalités entre les adultes qui étaient leurs parents (p. 139).

L'introduction des droits universels des enfants dans la législation et dans les institutions allait avoir des effets positifs tangibles en instaurant un minimum de sécurité dans les familles. L'auteure examine comment, une fois appliqués, les programmes ont pu contribuer à l'amélioration du confort, du statut et de la vie culturelle de chacun des membres de la famille. Ces changements eurent également pour effet de transformer les rapports familiaux eux-mêmes en soulageant les aspects les plus douloureux de l'interdépendance.

Marshall s'intéresse également aux aspects moins glorieux de cette histoire du développement de l'État en consacrant un chapitre aux «laissés pour compte de l'instruction et du bien-être». À l'aune des nouvelles normes et dans le contexte de prospérité d'après-guerre, de nouveaux visages de la pauvreté apparaissent. L'auteure examine comment se produisent de nouveaux ostracismes chez les travailleurs juvéniles, par exemple, dont le nombre diminua considérablement avec l'application des nouvelles lois sociales. Ceux qui autrefois occupaient une activité tout à fait normale, voire louable, se voient en peu de temps condamnés à une nouvelle marginalité.

En marquant le déclin des traditions philanthropiques et méritocratiques, la mise en place de programmes sociaux universels dans les années 1940 et 1950 instituait de nouveaux rapports entre l'État et les familles. Marshall conclue son étude en se penchant sur l'émergence d'une nouvelle culture politique dans l'après-guerre. Elle y voit le terreau à partir duquel se mettra en germe une seconde phase de développement étatique qu'on nommera Révolution tranquille. L'œuvre de Lesage est ainsi interprétée comme la continuation des efforts pionniers de Godbout.

En bonne représentante de la «nouvelle histoire politique», Dominique Marshall a voulu, avec cet ouvrage, présenter une histoire de l'État-providence qui prenne en compte l'ensemble des rapports sociaux — de classes, genres, générations, régions, nations et ethnies — plutôt que de chercher à isoler un protagoniste principal. Vaste défi qu'elle relève avec brio en évitant les écueils d'une telle approche. En effet, Marshall ne fait pas l'erreur de délaisser la donne économique pour se lancer dans des interprétations éthérées sur le jeu des groupes de pression. En accordant aux acteurs sociaux leur juste part d'influence, tout en faisant valoir avec précision l'importance des éléments structuraux qui dépassent le cadre national, elle réussit à brosser un tableau circonstancié des événements. Si son territoire d'observation

se limite à la province, les lecteurs bénéficient d'une bonne mise en scène des relations fédérales-provinciales. Qui plus est, Marshall, à l'inverse de plusieurs historiens québécois, possède une bonne maîtrise de l'historiographie anglo-saxonne qui lui permet d'élargir sa perspective. L'on soulignera au passage l'intérêt que représente l'analyse de certains documents iconographiques destinés à publiciser les programmes sociaux. La rhétorique des pouvoirs publics est ainsi éclairée sous un jour nouveau.

Enfin, on peut regretter qu'avec un tel sujet, l'auteur n'ait pas jugé à propos de se positionner de manière plus explicite — en reprenant les termes de ce débat si présent dans le champ historique — sur la question de la «modernité» et de la «spécificité» du Québec. Malgré cette réserve, il semble évident que Dominique Marshall vient de signer un ouvrage majeur, référence désormais incontournable des études sur le développement de l'État au Québec.

Avec un titre comme *La santé publique au Québec*, on attendait beaucoup de cet ouvrage commun signé par trois spécialistes du domaine: Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel. Le sous-titre, *Histoire des unités sanitaires de comté 1926-1975*, indique bien davantage le contenu du livre.

Au Québec, l'idée de remplacer les petits bureaux de santé municipaux, souvent inefficaces et piètrement organisés, par des unités sanitaires de comté inspirées du modèle américain, émerge très tôt dans les années 1910. L'idée fait son chemin et, en 1926, la première unité sanitaire de comté voit le jour en Beauce. Dès lors, le réseau des unités sanitaires va s'étendre graduellement à l'ensemble du territoire à l'exception des villes de Québec et de Montréal (et quelques municipalités voisines).

Les auteurs soulignent à juste titre le caractère inédit d'une si vaste intervention de l'État provincial dans le domaine de la santé au cours des années 1920. En effet, l'État finance une bonne part des activités des unités et celles-ci sont dirigées de manière très centralisée par le Service provincial d'hygiène, fondé en 1922 par les libéraux de Taschereau. L'entrée en scène de ce gouvernement marquait d'ailleurs l'accroissement de l'intérêt des dirigeants pour les questions de santé publique. Le Québec aurait eu à cet égard une longueur d'avance puisque, dans l'ensemble, le mouvement des unités sanitaires de comté s'y est développé plus tôt et plus rapidement que dans le reste du Canada.

La continuité de cette intervention [de l'État, dans la santé publique, à travers les unités sanitaires] selon le modèle inventé par le Service provincial d'hygiène — malgré les changements de parti politique au pouvoir — et son renforcement seulement au fil des années plaident en faveur d'un développement de l'État au Québec bien antérieur à la

Révolution tranquille. Et cela montre qu'il y a eu avant cette période une intervention importante de l'État et des pouvoirs publics et semi-publics dans le domaine de la santé publique (p. 161).

Les unités sanitaires vont absorber progressivement en milieu rural et semi-urbain toutes les structures de santé publiques préexistantes comme les dispensaires antituberculeux et de puériculture. Les années fastes correspondent aux années 1950, alors que le système est bien rôdé et que les unités rejoignent de manière satisfaisante les populations visées. Le personnel des unités sanitaires gagne en crédibilité par la qualité de ses services et par son expertise qui s'appuie sur une formation professionnelle de plus en plus codifiée; l'ouverture de l'École d'hygiène de l'Université de Montréal en 1946 constituant à cet égard un virage important.

Les années 1960 annoncent le déclin. De plus en plus préoccupées par la hausse des maladies chroniques, les autorités publiques misent davantage sur le développement du système hospitalier qui devient le lieu privilégié de leur prise en charge. Ayant mis l'accent sur la lutte contre la mortalité infantile et les maladies infectieuses, les unités sanitaires ont du mal à saisir le virage. Influencés par le courant nord-américain de médecine intégrée, les réformateurs du système de santé, dans les années 1970, optent pour l'absorption des services des unités dans les nouveaux DSC (départements de santé communautaires). Ils seront par la suite rapatriés vers les CLSC.

L'ouvrage de Desrosiers, Gaumer et Keel est présenté comme une version remaniée et mise à jour d'un rapport de recherche produit en 1990, déjà bien connu des historiens de la santé publique. Si l'édition actuelle conserve beaucoup des caractéristiques d'un bon rapport de recherche — abondance de descriptions empiriques, texte à proximité des sources — cela ne suffit malheureusement pas à en faire un ouvrage d'histoire substantiel qui intéresse un public plus large que les seuls initiés de ce domaine restreint. L'abondance des détails met en relief le manque d'analyse. Outre l'extrait cité ci-haut, et quelques perspectives intéressantes amenées dans la conclusion, le corps du texte demeure abusivement descriptif et pauvre en contenu théorique. L'ouvrage est rédigé dans une prose parfois lourde et rebutante à travers laquelle le lecteur a du mal à voir émerger des lignes de force:

Après l'ouverture de l'École d'hygiène de l'Université de Montréal, médecins et infirmières vont aller se former dans cette école. Le troisième rapport du ministère de la Santé indique pour l'année 1946 que six médecins, soit MM. R. Larue, L. Duval, J. Dargis, A. Derome, R. Bérubé et R. Latourelle, poursuivent leurs études à l'Université de Montréal (p. 23). En 1948 le cinquième rapport en signale cinq aux études, le sixième rapport cinq, le septième rapport quatre, le

huitième rapport cinq, le neuvième rapport deux, le dixième rapport deux, le onzième rapport deux et le douzième, en 1955, quatre. De 1946 à 1962, 35 médecins hygiénistes obtiendront le diplôme en hygiène publique et 151 infirmières, celui d'hygiéniste (p. 79).

On regrettera que les auteurs n'aient pas cherché à intégrer davantage quelques-unes des problématiques si riches qui traversent actuellement la recherche sur le développement de l'État au Québec et au Canada. Des éléments comme la baisse du pouvoir municipal et la montée concomitante du pouvoir central et technocratique, évoqués par les auteurs, ne sont pas approfondis. On trouve peu de réflexion également sur ce phénomène nouveau qu'est l'incursion accrue de l'État dans les familles par le biais des professionnels des unités sanitaires.

Cela étant dit, les chercheurs qui poursuivent des travaux directement reliés à ce champ d'étude y trouveront peut-être le détail manquant ou des statistiques éclairantes; l'ouvrage offrant plusieurs tableaux et graphiques, ainsi que des biographies des principaux protagonistes de cette histoire. Des informations intéressantes quant au contexte de formation des unités, où l'on perçoit le frottement des intérêts des différents acteurs impliqués, intéresseront également les spécialistes.

Louise Bienvenue
Étudiante au Doctorat
Université du Québec à Montréal

Mc Andrew Bill, Donald Edward Graves et Michaël Jeffrey
Whitby, *Normandie 44, l'été canadien*, Montréal, Art Global,
1994, 1962, 162 p.

Ce livre est le troisième d'une série de cinq ouvrages commémoratifs portant sur la participation militaire des Canadiens aux deux principaux conflits de ce XX^e siècle. Vimy constitue le premier engagement des soldats canadiens à la Grande Guerre; tandis que Dieppe, la Normandie, la Libération de la Hollande et la Campagne d'Italie représentent les différents épisodes auxquels les Forces canadiennes ont collaboré durant la Seconde Guerre mondiale.

Le texte se présente en doubles colonnes écrites en gros caractères, permettant ainsi une lecture plus facile, d'autant plus que les faits militaires décrits sont souvent entrecoupés de témoignages personnels de soldats, ce